

SES, Société Anonyme
RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2016

Sommaire :

Faits marquants	2
Verticales de marché	3
O3b Networks	7
Utilisation et état de santé des satellites	8
Augmentation future des capacités	8
Activités de financement	9
Prévisions financières	9
Présentation des informations financières par la direction	10
Déclaration de responsabilité	14
Rapport d'examen de l'information financière intermédiaire consolidée résumée	15
Compte de résultat intermédiaire consolidé résumé	16
État intermédiaire consolidé résumé du résultat global	17
État de la situation financière intermédiaire consolidé résumé	18
Tableau résumé intermédiaire des flux de trésorerie consolidés	19
État des variations des capitaux propres consolidés	20
Notes jointes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés	22

Faits marquants

Une activité robuste hors éléments non récurrents du S1 2015

- Le chiffre d'affaires ressort à 956,8 millions d'euros, en baisse de 4,2 % en publié (-4,8 % à taux de change constants¹)
- L'EBITDA s'inscrit à 699,8 millions d'euros, en repli de 5,4 % en publié (-5,8 % à taux de change constants¹ et à périmètre comparable²)
- La marge d'EBITDA s'élève à 73,1 % (S1 2015 : 74,1 %) et à 73,5 % à périmètre comparable²
- Le résultat net part du Groupe s'établit à 227,3 millions d'euros (S1 2015 : 275,4 millions d'euros)
- Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles ressortent à 566,8 millions d'euros (S1 2015 : 784,4 millions d'euros)
- Un carnet de commandes solide de 7,3 milliards d'euros (S1 2015 : 7,4 milliards d'euros)

Exécution de la stratégie différenciée de SES pour un retour à la croissance du chiffre d'affaires

- Croissance des services vidéo avec un taux de pénétration de la TVHD à 32,7 %, 16 chaînes en Ultra HD (UHD) et chaînes internationales (+11,1 % en glissement annuel)
- Conclusion des plus importants contrats de capacités jamais signés dans la connectivité aéronautique avec Gogo et Panasonic
- Conclusion de nouveaux contrats avec l'Administration américaine, renouvellements de contrats existants et expansion du portefeuille d'administrations et institutions gouvernementales dans le monde
- Recentrage des Services aux entreprises sur les services gérés et les clients de premier rang («Tier One»)
- Accélération de la croissance du chiffre d'affaires à compter du troisième trimestre 2016 et expansion des capacités mondiales grâce à O3b Networks et MX1
- Levée de fonds de 1,65 milliard d'euros pour financer l'acquisition de 100 % du capital d'O3b et accélérer les synergies
- Chiffre d'affaires annualisé supplémentaire de 750 millions d'euros à l'horizon 2021 grâce aux investissements en orbite géostationnaire/orbite terrestre moyenne

Karim Michel Sabbagh, Président et Directeur général, commente ainsi ces résultats :

« Les résultats de SES au premier semestre sont conformes aux attentes de la direction. Avec le succès grandissant de nos solutions globales et différenciées auprès de nos principaux clients, le carnet de commandes ne cesse de s'étoffer, confirmant le bien-fondé de notre stratégie basée sur le développement des capacités.

Grâce aux bases solides qui sont les siennes, le Groupe est désormais en mesure de générer une croissance durable à long terme. Outre la globalisation de ses activités, SES est en train de développer les solutions les plus robustes, évolutives et flexibles dans ses quatre verticales de marché. SES a continué à renforcer ses positions de leader dans les services vidéo mondiaux et la connectivité aéronautique. Dans les services aux administrations publiques, SES affiche d'excellents résultats : de nouveaux contrats et renouvellements ont été signés avec l'Administration américaine et de nouvelles administrations et institutions gouvernementales du monde entier ont fait leur entrée dans le portefeuille.

Dans les services aux entreprises, la part des clients mondiaux/régionaux de premier rang («Tier One») ainsi que des services gérés à valeur ajoutée et des plates-formes réseaux dans le chiffre d'affaires de SES ne cesse de grandir. Avec l'évolution de la dynamique de marché, les services aux entreprises vont connaître des difficultés à

¹ L'expression « à taux de change constants » fait référence au retraitement opéré pour neutraliser les effets des variations du taux de change et faciliter ainsi la comparaison des chiffres

² Les données « à périmètre comparable » excluent les coûts de transaction liés à l'acquisition de RR Media et des actions restantes d'O3b Networks

court terme, mais cette situation sera largement compensée à moyen et long terme par les efforts constants de SES visant à accélérer le développement de son réseau mondial et à étoffer ses capacités par des produits et solutions complémentaires. Ce réseau offrira en outre l'avantage d'une intégration harmonieuse des systèmes en orbite géostationnaire et en orbite terrestre moyenne.

La consolidation d'O3b Networks permet d'étendre la couverture mondiale de SES et son portefeuille de solutions satellitaires ; elle accroît ses capacités différenciées dans les verticales axées sur les données et améliore le profil de croissance du Groupe, y compris dans les services aux entreprises. Cette transaction devrait, par ailleurs, générer un rendement supérieur au taux de rendement minimal des investissements d'infrastructure de SES et porter les synergies à plus de 100 millions d'euros d'ici 2021. Le produit de la levée de fonds et de l'émission d'obligations hybrides permettra à SES de mener à bien cette importante opération, tout en conservant une note de crédit de qualité Investissement (BBB/Baa2) et en maintenant son engagement en faveur de la progressivité du dividende ».

Verticales de marché

Le carnet de commandes de SES reste robuste à 7,3 milliards d'euros au 30 juin 2016 (30 juin 2015 : 7,4 milliards d'euros), grâce aux nouveaux contrats et renouvellements conclus dans les quatre verticales de marché de SES.

Services vidéo : 70 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2015 : 66 %)

- Progression du chiffre d'affaires publié de 0,8 % (+0,3 % à taux de change constants) à 665,7 millions d'euros
- Augmentation de 12,1 % (en glissement annuel) du nombre de chaînes de télévision haute définition (TVHD) à 2442, le taux de pénétration de la TVHD passant de 30,4 % à 32,7 %
- Accroissement du nombre de chaînes commerciales en Ultra HD, dont 16 diffusées en direction de l'Europe et de l'Amérique du Nord
- Croissance de 11,1 % (en glissement annuel) du nombre de chaînes de télévision dans les marchés émergents, à plus de 2850 chaînes

L'évolution du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent tient à la contribution des recettes périodiques du deuxième trimestre 2015. Retraînée de cette contribution, la croissance du chiffre d'affaires des services vidéo (à taux de change constants) augmente de 0,3 % à 1,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution tient à la croissance des services vidéo en Europe et au chiffre d'affaires supplémentaire généré par le développement de nouveaux « voisins » dans les marchés émergents.

SES a continué de bénéficier du passage de la définition standard à la haute définition (HD). Sur un total de 7 463 chaînes de télévision diffusées par la flotte mondiale de SES (30 juin 2015 : 7 164), 32,7 % sont distribuées en HD (30 juin 2015 : 30,4 %), soit une croissance de la TVHD de 12,1 % (en glissement annuel) à 2 442 chaînes. Au 30 juin 2016, 60 % de l'ensemble des chaînes de télévision de SES étaient diffusées au format MPEG-4 (30 juin 2015 : 54 %).

SES développe également son offre de chaînes commerciales en Ultra HD (UHD). Au 30 juin 2016, SES diffusait 16 chaînes commerciales UHD (30 juin 2015 : aucune), y compris toutes les variations régionales. En janvier 2016, SES et Vivicast Media lançaient UHD-1 pour les publics des câblo-opérateurs et opérateurs télécoms d'Amérique du Nord.

Puis, en mai 2016, SES a annoncé un accord avec Viasat Ultra HD, la première chaîne de sport en UHD au monde. La nouvelle chaîne, qui sera lancée dans les pays nordiques en août 2016, diffuse un certain nombre d'événements sportifs, dont certains matchs de la Ligue des champions en direct.

Le développement du pôle mondial de services vidéo de SES dans les marchés en forte expansion a également été un important facteur de croissance. En Afrique, SES et K-NET ont signé le renouvellement pluriannuel d'un

contrat portant sur le déploiement de services de télévision par satellite en réception directe et de télévision hertzienne numérique au Ghana. Depuis 2014, la couverture technique de SES au Ghana a progressé de 18 % à deux millions de foyers TV. SES distribue actuellement des contenus vidéo à plus de 90 % des foyers TV du pays.

Le 1^{er} juin 2016, le satellite SES-9 entrain en service commercial, augmentant les capacités au-dessus des grands marchés de la région Asie-Pacifique. Le satellite, qui a rejoint SES-7 à environ 108,2 degrés Est, permet à SES d'étendre encore sa couverture technique et le nombre de chaînes pour cet important voisinage de services vidéo, qui fournit déjà plus de 600 chaînes de télévision à plus de 22 millions de foyers.

En mai 2016, SES a annoncé la signature d'un contrat pluriannuel multi-répéteurs avec Sky Cable, le principal fournisseur de télévision câblée des Philippines, portant sur des capacités à bord du satellite SES-9 pour la diffusion de programmes de télévision en réception directe. Les capacités contractées permettent à Sky Cable de compléter les offres existantes dans le câble avec le déploiement d'un service de télévision par satellite en réception directe à l'échelle nationale, qui sera disponible dans plus de 250 villes et municipalités.

SES Platform Services (SES PS) a continué à remporter de nouveaux marchés et renouvellements de contrats. Le contrat pluriannuel conclu avec Tele 5 pour la fourniture de services de distribution vidéo a ainsi été renouvelé. De plus, FOX Network Group (FNG) Germany a signé un contrat avec SES PS portant sur la fourniture de services de gestion de contenus et solutions playout pour ses quatre chaînes de télévision payante – Fox, Nat Geo People, National Geographic Channel et Nat Geo Wild. Tele 5 comme FNG Germany ont recours à FLUID Media Asset Management de SES PS pour la fourniture de services de gestion de contenus et de distribution aux plates-formes linéaires et non linéaires (services vidéo à la demande ou VOD).

En juillet 2016, SES a finalisé la fusion entre RR Media et SES PS. Le regroupement de ces deux activités complémentaires et performantes donnera naissance au premier fournisseur de solutions média au niveau mondial. MX1, la nouvelle société, optimisera et développera les capacités de SES afin de fournir une gamme de services vidéo sur les plates-formes linéaires et non linéaires et ainsi les rentabiliser. MX1 s'appuiera sur les réseaux mondiaux et les technologies en nuage des deux sociétés pour offrir un éventail complet de solutions média numériques intégrées innovantes. La société issue de la fusion distribue d'ores et déjà plus de 1 000 chaînes de télévision, gère la diffusion de 440 chaînes et fournit des contenus syndiqués à plus de 120 plates-formes VOD dans le monde.

Services aux entreprises : 12 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2015 : 15 %)

- Chiffre d'affaires publié en baisse de 19,0 % à 117,5 millions d'euros (-20,0 % à taux de change constants)
- Augmentation de la part des clients de premier rang («Tier One»), dont contrats avec Facebook et Telkom
- Repositionnement des services aux entreprises avec l'ajout de nouvelles solutions mondiales, comme O3b

La baisse du chiffre d'affaires par rapport à l'année dernière tient aux capacités contractées en 2015 par ARSAT dans la perspective de la migration vers son propre satellite, et au renouvellement, toujours en 2015, des contrats de capacités conclus avec EchoStar sur AMC-15 et AMC-16. Retraité de ces éléments, le chiffre d'affaires des services aux entreprises était en repli de 16,3 % (à taux de change constants), reflétant l'impact du raffermissement du dollar US sur les revendeurs de capacités de taille faible à moyenne au début du second semestre 2015.

Dans les services aux entreprises, SES réalise 75 % de son chiffre d'affaires avec les grands prestataires de services mondiaux et régionaux, les opérateurs télécoms et les opérateurs mobiles, ainsi que dans le segment des applications nécessitant une couverture large faisceau. SES fournit dans ce domaine des produits tels que les réseaux d'entreprise, la solution Entreprises Broadband et le traitement des transactions sur automate (ex : stations-service, distributeurs automatiques), mais aussi des services gérés et plates-formes réseaux pour offrir des solutions à valeur ajoutée supplémentaires.

En avril 2016, SES a obtenu un contrat visant à soutenir le programme Express Wi-Fi de Facebook en Afrique subsaharienne. SES fournit un service hautement personnalisé, dont des capacités satellitaires, des solutions de centre de données et des services de mise en œuvre. La solution s'appuie sur les services Entreprises+ Broadband lancés en février 2016 par SES, offrant aux prestataires de services une plate-forme de connectivité simple, accessible et flexible.

En mai 2016, SES et Gilat Satellite Networks Ltd. ont lancé SES Entreprises+ Hybrid Broadband en Asie. L'association des capacités du satellite SES-9 à celles du terminal hybride de Gilat permet aux clients de fournir des services de connectivité haut débit pour un coût modeste dans les régions mal desservies. C'est également un moyen pour les opérateurs de téléphonie mobile de remédier à la congestion des réseaux et d'améliorer le débit des données.

SES a, par ailleurs, conclu un nouveau partenariat stratégique avec PT Telekomunikasi Indonesia, la plus grande entreprise de télécommunication d'Indonésie pour fournir des services de connectivité à partir du satellite SES-9.

SES est en train de repositionner son activité Services aux entreprises et de développer de nouveaux produits et solutions pour s'adapter à l'évolution de la dynamique sur cette verticale de marché. Malgré d'éventuelles difficultés à court terme, SES devrait, grâce à ces initiatives, être en mesure de fournir des solutions optimales à ses clients dans une perspective de moyen à long terme.

La consolidation de la constellation de satellites en orbite terrestre moyenne d'O3b Networks, en place depuis septembre 2014, est une pièce maîtresse de la stratégie de réseau et capacités différenciés de SES, en particulier dans les applications nécessitant de plus en plus une latence faible.

Services de mobilité : 5 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2015 : 3 %)

- Chiffre d'affaires publié en hausse de 52,4 % à 44,5 millions d'euros (+49,8 % à taux de change constants)
- Conclusion de contrats de capacité d'une importance inédite avec Gogo et Panasonic portant sur la fourniture de services de connectivité dans le secteur aéronautique
- Développement des produits et solutions dans le secteur maritime avec SES Maritime+ et O3b Maritime

La croissance du chiffre d'affaires s'explique par les importants avantages tirés de la commercialisation des capacités existantes à bord de la flotte mondiale de SES pour les services de connectivité en vol. Au premier semestre 2016, SES a également obtenu deux autres pré-engagements significatifs à long terme concernant ses futurs satellites, contribuant à développer le carnet de commandes à venir.

En février 2016, SES a conclu avec Gogo et Panasonic d'importants contrats de fourniture de capacités pour les services de connectivité en vol et les solutions de contenu aux compagnies aériennes utilisant les capacités des faisceaux étroits à haute puissance et à haut débit (HTS) et les capacités large faisceau des satellites SES-14 et SES-15. Ces services et solutions permettront aux clients de SES de fournir aux passagers une qualité comparable à celle dont ils bénéficient à leur domicile.

Panasonic Avionics a conclu un contrat à long terme représentant son plus gros engagement concernant la largeur de bande à ce jour, et Gogo a signé l'un des plus importants accords de capacités satellitaires jamais enregistré dans le secteur aéronautique pour répondre à la demande grandissante de connectivité en vol haut débit des passagers survolant les Amériques.

En parallèle à l'important contrat signé en 2015 avec Global Eagle Entertainment (GEE), le segment des solutions mondiales de mobilité de SES (SES-12, SES-14 et SES-15) a déjà obtenu d'importants volumes de pré-engagement, bien avant le lancement prévu pour 2017.

En avril 2016, SES a conclu d'autres contrats avec GEE portant sur la fourniture de plusieurs répéteurs large faisceau. Ces capacités supplémentaires permettront à GEE de répondre à la demande en forte expansion en Inde, en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord. GEE est actuellement en train de conclure un contrat de capacités à bord de 12 satellites SES, ses besoins ayant plus que doublé au cours des 12 derniers mois.

Dans le secteur maritime, SES a lancé le service Maritime+ pour fournir au secteur du transport maritime et fluvial des solutions de connectivité à un prix compétitif, basées sur Astra Connect de SES Techcom Services. En Juillet 2016, SES a obtenu un accord important pluri-annuel avec un fournisseur renommé de solutions de communications mondiales pour les secteurs maritimes et terrestres, qui deviendront le premier partenaire de SES maritime + service.

SeaVsats a, par ailleurs, opté pour le service Entreprises+ Broadband de SES et contracté des capacités supplémentaires pour fournir des services de connectivité haut débit et de voix sur IP (VoIP) à ses clients du secteur maritime dans le monde entier. La nouvelle solution permet à SeaVsats de garantir des communications fiables et sécurisées pour les opérations offshore ainsi qu'une optimisation des services contribuant au bien-être des équipages.

Services aux administrations publiques : 12 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2015 : 13 %)

- Chiffre d'affaires publié en baisse de 14,6 % à 112,9 millions d'euros (-15,2 % à taux de change constants)
- Nouveaux marchés et renouvellements de contrats remportés par SES, portant à la fois sur les capacités et solutions de SES et O3b
- Expansion de l'activité à l'international avec la conclusion de nouveaux contrats au Canada et au Danemark

Le chiffre d'affaires publié est en repli par rapport à la même période de l'exercice précédent, qui avait bénéficié du coup d'accélérateur lié à la phase de construction des charges utiles hébergées du système WAAS (*Wide Area Augmentation Systems*) et de la mission GOLD (*Global-Scale Observations of the Limb and Disk*). Retraité de la contribution liée à ces deux charges utiles financées par l'administration américaine, le chiffre d'affaires des services aux administrations publiques s'inscrit en baisse de 8,9 % (à taux de change constants).

En avril 2016, SES Government Solutions (SES GS) a remporté deux contrats de suivi portant sur le réseau TROJAN auprès de l'Intelligence and Security Command (INSCOM) de l'armée américaine. Le système TROJAN s'appuiera sur les solutions données de SES pour fournir l'accès à un réseau de bout en bout, mondial et personnalisé, doté d'un service multi-bandes. Ces contrats ont été conclus sous forme de contrats cadres assortis d'une durée de cinq ans.

SES GS et O3b Networks ont, par ailleurs, finalisé l'installation des premiers services gérés d'O3b pour l'agence américaine NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration). Ces services assurent une connexion

ininterrompue haut débit entre le service météorologique national de la NOAA dans les îles Samoa américaines et le Centre météorologique national du Pacifique à Hawaï. La NOAA est ainsi en mesure de diffuser rapidement de gros fichiers météo et des informations cruciales, comme les avis météo et alertes aux cyclones tropicaux, dans une bonne partie de la région Pacifique et du continent américain.

SES fournit désormais ses services à 57 administrations et institutions gouvernementales dans le monde et ne cesse d'étendre ses activités dans ce domaine. En janvier 2016, SES a annoncé la signature d'un nouveau contrat de services satellitaires avec l'Administration régionale du Kativik, au nord du Québec (Canada). Ce contrat, qui entre en vigueur le 30 juin 2016, porte sur 12 répéteurs à bord du satellite SES-2 pour la fourniture de capacités de communication critique en bande C. Le service ainsi contracté permettra de tripler la bande passante actuellement disponible dans la région.

SES Techcom Services a en outre passé un contrat avec l'Organisation danoise de la défense (*Danish Defence Acquisition and Logistics Organisation* ou DALO) concernant la fourniture et la maintenance de deux stations au sol pour le système WGS (*Wideband Global Satcom* ou système mondial de communications par satellite à large bande). Ces nouvelles stations fournissent des solutions de communication flexibles à grande capacité pour les opérations de défense et relient les forces armées danoises au programme mondial de communications par satellite de l'armée américaine.

O3b Networks

O3b affiche une croissance toujours aussi vigoureuse en 2016. En juin 2016, O3b a annoncé une augmentation de 34 % de l'utilisation des capacités cette année, avec un débit qui dépasse actuellement 10 giga-octets par seconde. Cette croissance des capacités est la conséquence directe de la progression régulière des services supplémentaires contractés par les clients auprès d'O3b. En Asie-Pacifique, Digicel Pacific a ainsi accru ses capacités de sept fois sur ses divers marchés et Palau National Communications Corporation est désormais en mesure de proposer une connectivité haute performance grâce aux services satellitaires d'O3b.

Au cours des six premiers mois de 2016, le chiffre d'affaires d'O3b a été multiplié par deux par rapport à la même période de l'exercice précédent et il devrait plus que doubler sur l'ensemble de l'année 2016, à plus de 100 millions de dollars. Cette progression des recettes tient au développement du carnet de commandes d'O3b, qui s'établissait à 360 millions de dollars au 30 juin 2016.

Le 1 juillet 2016, SES a exercé son option d'achat sur les actions restantes d'O3b, portant ainsi sa participation entièrement diluée dans le capital O3b, de 49,1 % à 100 %. SES ayant reçu toutes les approbations réglementaires, l'acquisition des actions restantes d'O3b devrait être finalisée le 1^{er} août 2016. SES procédera à la consolidation complète d'O3b à compter de cette date.

A la clôture, le 1^{er} août 2016, SES versera 722 millions de dollars pour l'acquisition des actions restantes. Ce montant sera prélevé sur le produit de sa récente levée de fonds. Lors de l'acquisition, SES consolidera 1,2 milliard de dollars de dette nette d'O3b et refinancera une partie importante des facilités de crédit grâce au produit de la récente émission d'obligations hybrides ainsi qu'au solde de la levée de capitaux. Cela permettra de réduire sensiblement le coût moyen de la dette d'O3b de 9,5 %, sachant que le coût moyen de financement actuel de SES est inférieur à 4 %.

La consolidation de la solution haut débit à faible latence unique et mondiale d'O3b permet à SES d'étendre sa couverture au plan mondial et son offre de solutions satellitaires, mais également de renforcer ses caractéristiques distinctives dans les verticales axées sur les données ainsi que les bases d'une croissance durable.

La transaction devrait générer un rendement (avant synergies) supérieur au taux de rendement minimal des investissements d'infrastructure de SES. En outre, SES prévoit de dégager 53 millions d'euros de synergies annuelles liées à ses capacités commerciales, opérationnelles, financières et de développement de produits à partir de 2017, un chiffre qui devrait passer à 106 millions d'euros par an en 2021.

Utilisation et état de santé des satellites

Au 30 juin 2016, la flotte de SES comptait 1 550 répéteurs disponibles (30 juin 2015 : 1 518 répéteurs disponibles). L'augmentation nette des capacités disponibles s'explique par l'entrée en service commercial du satellite SES-9 (+53 répéteurs supplémentaires) le 1^{er} juin 2016, en partie compensée par la migration d'ARSAT (-16 répéteurs) et la diminution des capacités disponibles à bord du satellite NSS-6 (-5 répéteurs) en raison d'une perte de puissance.

Concernant NSS-6, le trafic commercial existant n'a pas été impacté et le satellite sera remplacé par SES-12 (dont le lancement est prévu pour la fin 2017). Aucun autre événement n'a affecté la capacité commerciale disponible sur la flotte de SES au cours de la période.

Le nombre de répéteurs utilisés est passé à 1 081 au 30 juin 2015, soit 10 de plus qu'au 31 mars 2016 (30 juin 2015 : 1 101 répéteurs utilisés). Par conséquent, le taux d'utilisation de la flotte satellitaire du Groupe s'établissait à 69,7 % au 30 juin 2016 (30 juin 2015 : 72,5 %). Ce chiffre tient compte de l'entrée en service commercial de SES-9 le 1^{er} juin 2016. Le chiffre d'affaires moyen par répéteur utilisé est resté inchangé tous segments et marchés nationaux desservis.

Augmentation future des capacités

Satellite	Région	Application	Date de lancement
SES-10	Amérique latine	Services vidéo, Entreprises	T4 2016
SES-11	Amérique du Nord	Services vidéo	T4 2016
SES-12 ¹	Asie-Pacifique	Services vidéo, Entreprises, Mobilité, Administrations publiques	S2 2017
SES-14 ¹	Amérique latine	Services vidéo, Entreprises, Mobilité	S2 2017
SES-15 ¹	Amérique du Nord	Entreprises, Mobilité, Administrations publiques	S1 2017
SES-16/GovSat-1 ²	Europe/MENA	Administrations publiques	S1 2017

1 SES-12, SES-14 et SES-15 seront positionnés à l'aide d'un système de propulsion électrique pour mise en orbite ; l'entrée en service intervient en général de quatre à six mois après le lancement

2 Acheté par LuxGovSat

Ces six projets ajouteront en tout 127 répéteurs supplémentaires (soit 36 MHz). De plus, SES-12, SES-14 et SES-15 emporteront une capacité totale haut débit (HTS) de 36 GHz, soit un chiffre d'affaires potentiel équivalent à environ 250 répéteurs large faisceau (36 MHz).

Activités de financement

Au cours de la période, SES a levé un montant brut de 1,65 milliard d'euros par émission d'actions nouvelles et émission inaugurale d'obligations hybrides.

En mai 2016, SES a obtenu dans un premier temps un montant brut total de 909 millions d'euros par émission de 39,86 millions de nouveaux certificats de dépôt fiduciaire (FDR) et de 19,93 millions d'actions nouvelles de catégorie B. Les actions de catégorie B sont assorties de 40 % des droits économiques des actions de catégorie A ou FDR. En conséquence, le nombre total d'actions a augmenté de 515,40 millions à 575,19 millions et le nombre total de parts économiques a progressé de 412,32 millions à 460,15 millions.

En juin 2016, SES a ensuite procédé à l'émission de 750 millions d'euros d'obligations hybrides assorties d'un coupon de 4,625 %. Les obligations hybrides sont des instruments non dilutifs que Moody's et S&P traitent à 50 % comme des actions. Elles sont classées en actions dans les normes comptables IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

Le produit de l'augmentation du capital et de l'émission d'obligations hybrides sera partiellement affecté à l'acquisition des actions restantes dans O3b Networks (pour 722 millions de dollars). Il servira également à rembourser et refinancer les facilités de crédit les plus coûteuses d'O3b et à accélérer les synergies découlant de la consolidation intégrale d'O3b.

Ces opérations sont parfaitement conformes à l'engagement de SES de maintenir sa note de crédit de qualité Investissement (BBB/ Baa2) dans le cadre du rachat de 100 % du capital d'O3b.

Prévisions financières

Toutes les prévisions financières présentées le 26 février 2016 restent inchangées. Les prévisions des revenus ainsi que EBITDA sont exposées ci-dessous.

Le chiffre d'affaires de SES au titre de l'exercice 2016 devrait, selon les prévisions, se situer entre 2 010 millions d'euros et 2 050 millions d'euros. La marge d'EBITDA du Groupe devrait, quant à elle, s'établir entre 73,5 % et 74,0 %. Les prévisions financières se fondent sur un taux de change moyen EUR/USD de 1,10, mais aussi sur l'état de santé nominal de la flotte et sur le calendrier de lancement.

SES continue de bénéficier de l'exécution de la stratégie différenciée du Groupe consistant en une offre de capacités mondiales et de produits et solutions évolutifs de bout en bout. L'offre mondiale unique de SES est un facteur de croissance dans les services vidéo et les services de mobilité, tandis que le chiffre d'affaires des services aux administrations publiques est toujours aussi robuste. La croissance au second semestre 2016 devrait néanmoins pâtir des difficultés à court terme dans les services aux entreprises.

De plus, l'acquisition de RR Media (finalisée le 6 juillet 2016) et la consolidation intégrale d'O3b Networks (le 1^{er} août 2016) devraient contribuer, respectivement, à hauteur d'environ 70 millions d'euros et 45 millions d'euros (sur la base d'un taux de change EUR/USD de 1,10) au chiffre d'affaires global du Groupe pour l'exercice 2016, et ce avant élimination des opérations intragroupe, soit un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros et 10 millions d'euros, respectivement, suite à la consolidation. SES table par ailleurs sur 6 à 8 millions d'euros de frais de transaction et d'intégration au cours de l'exercice 2016.

SES jette les bases d'une croissance durable. Les lancements récents et ceux que le Groupe s'apprête à faire dans un avenir proche (de SES-9 à SES-16/GovSat-1) fourniront des répéteurs large faisceau supplémentaires ainsi qu'une capacité haut débit (HTS) qui, ajoutée à l'investissement de SES dans O3b Networks, devrait

représenter un chiffre d'affaires annualisé pouvant atteindre 750 millions d'euros (soit l'équivalent de plus de 35 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2015) sur la base d'un taux d'utilisation « stable » à l'horizon 2021.

Présentation des informations financières par la direction

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires publié a reculé de 4,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent à 956,8 millions d'euros. À taux de change constants, le chiffre d'affaires ressort en repli de 48,4 millions d'euros (ou 4,8 %), sous l'effet, pour 35 millions d'euros, de la contribution au chiffre d'affaires au S1 2015 de la vente de répéteurs en Europe, des capacités contractées par ARSAT avant le transfert sur son propre satellite, du renouvellement des capacités sur les satellites AMC-15/AMC-16, et du coup d'accélérateur lié à la phase de construction des charges utiles hébergées WAAS et GOLD.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	Variation	Variation
En publié :				
Services vidéo	665,7	660,6	+5,1	+0,8 %
Services aux entreprises	117,5	145,1	(27,6)	-19,0 %
Services de mobilité	44,5	29,2	+15,3	+52,4 %
Services aux administrations publiques	112,9	132,2	(19,3)	-14,6 %
Autres ¹	16,2	32,0	(15,8)	ns
Total Groupe	956,8	999,1	(42,3)	-4,2 %
À taux de change constants :				
Services vidéo	665,7	663,4	+2,3	+0,3 %
Services aux entreprises	117,5	146,9	(29,4)	-20,0 %
Services de mobilité	44,5	29,7	+14,8	+49,8 %
Services aux administrations publiques	112,9	133,2	(20,3)	-15,2 %
Autres ¹	16,2	32,0	(15,8)	ns
Total Groupe	956,8	1 005,2	(48,4)	-4,8 %

¹ Le poste « Autres » inclut le chiffre d'affaires qui n'a pas été directement généré par une verticale de marché particulière ainsi que les contributions au chiffre d'affaires périodique, dont la vente de répéteurs européens en 2015

L'EBITDA recule de 5,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution du chiffre d'affaires. Les charges d'exploitation pour la période sont en baisse de 0,8 % par rapport au S1 2015 ; elles comprennent 2.9 millions d'euros de coûts de transaction liés à l'acquisition de RR Media et au rachat des actions restantes dans le capital d'O3b Networks. La marge d'EBITDA ressort à 73,1 % pour la période et à 73,5 % hors coûts de transaction (H1 2015 : 74,1 %).

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	Variation	Variation
Charges d'exploitation (en publié)	(257,0)	(259,1)	+2,1	+0,8 %
Charges d'exploitation (exercice précédent à taux de change constants)	(257,0)	(259,0)	+2,0	+0,8 %
EBITDA (en publié)	699,8	740,0	(40,2)	-5,4 %
EBITDA (exercice précédent à taux de change constants)	699,8	746,2	(46,4)	-6,2 %

Le résultat opérationnel d'euros est en baisse de 7,2 % (-7,9 % à taux de change constants) par rapport à la même période de l'exercice précédent. La diminution de 3,3 % des dotations aux amortissements sur actifs

corporels, due à l'évolution de la flotte amortissable, a été partiellement compensée par une hausse de 1,9 % des dotations aux amortissements sur actifs incorporels.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	Variation	Variation
Dotations aux amortissements sur actifs corporels	(251,0)	(259,6)	+8,6	+3,3 %
Dotations aux amortissements sur actifs incorporels	(31,2)	(30,5)	(0,7)	-1,9 %
Dotations aux amortissements sur actifs corporels et incorporels (en publié)	(282,2)	(290,1)	+7,9	+2,8 %
Dotations aux amortissements sur actifs corporels et incorporels (exercice précédent à taux de change constants)	(282,2)	(292,6)	+10,4	+3,6 %
Résultat opérationnel (en publié)	417,6	449,9	(32,3)	-7,2 %
Résultat opérationnel (exercice précédent à taux de change constants)	417,6	453,6	(36,0)	-7,9 %

La charge fiscale du Groupe, soit 59,6 millions d'euros est conforme à celle de la même période de l'exercice précédent ; elle représente un taux d'imposition de 17,4 % (S1 2015 : 14,8 %).

Le résultat après impôt s'inscrit à 282,4 millions d'euros. Les charges financières nettes ont augmenté par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison des gains de change nets constatés au S1 2015, sous l'effet du raffermissement du dollar. Les activités de refinancement de SES depuis 2014 ont entraîné une diminution de 4,7 % des charges nettes d'intérêt du Groupe. Les intérêts capitalisés sont en hausse de 7,3 millions d'euros par rapport au S1 2015, sous l'effet des investissements de SES dans les capacités de remplacement et dans la croissance future.

La quote-part du Groupe dans les pertes des sociétés mises en équivalence s'établit à 54,1 millions d'euros. Cette perte est principalement due à l'effet des variations non monétaires liées à O3b Networks. L'amélioration par rapport à l'exercice précédent s'explique par la croissance du chiffre d'affaires d'O3b et un EBITDA à l'équilibre en mai 2016.

En conséquence, le résultat net part du Groupe s'inscrit à 227,3 millions d'euros (S1 2015 : 275,4 millions d'euros). Le bénéfice par action, soit 0,55 EUR (S1 2015 : 0,68 EUR), tient compte de l'augmentation du nombre d'actions après la levée de fonds propres du Groupe, finalisée en mai 2016.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	Variation	Variation
Charges nettes d'intérêt	(93,8)	(98,4)	+4,6	+4,7 %
Intérêts capitalisés	16,4	9,1	+7,3	+80,3 %
Résultat des opérations de change	1,8	38,5	(36,7)	-95,3 %
Résultat financier	(75,6)	(50,8)	(24,8)	-48,8 %
Résultat avant impôt	342,0	399,1	(57,1)	-14,3 %
Charge fiscale	(59,6)	(59,1)	(0,5)	-0,9 %
Résultat après impôt	282,4	340,0	(57,6)	-16,9 %
Quote-part du résultat des co-entreprises et des sociétés mises en équivalence	(54,1)	(63,0)	+8,9	+14,2 %
Intérêts minoritaires	(1,0)	(1,6)	+0,6	+35,1 %
Résultat net part du Groupe	227,3	275,4	(48,1)	-17,5 %

Cash-flow et financement

Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles sont en repli par rapport à la même période de l'exercice précédent suite à un effet de calendrier lié aux besoins en fonds de roulement et aux paiements d'avance concernant les charges utiles hébergées au S1 2015. Les investissements du Groupe dans les programmes satellitaires futurs ayant donné lieu à des engagements se traduisent par une augmentation des activités d'investissement.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2016	S1 2015	Variation	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	566,8	784,4	(217,6)	-27,7 %
Activités d'investissement	(286,8)	(248,5)	(38,3)	-15,4 %
Cash-flow disponible avant opérations de financement	280,0	535,9	(255,9)	-47,8 %

Au 30 juin 2016, les prêts et emprunts du Groupe d'un montant de 4,358.9 millions d'euros recule de 4,9 % par rapport à l'exercice précédent. Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie comprend 1,65 milliard d'euros, produit de l'émission de 39,9 millions de nouveaux FDR et de 19,9 millions de nouvelles actions de catégorie B, ainsi que d'obligations hybrides.

Par conséquent, le ratio d'endettement net sur EBITDA est en repli à 1,77 fois selon les normes IFRS, qui considèrent les obligations hybrides comme des actions à 100 %. Selon la méthode des agences de notation, qui traitent les obligations hybrides par moitié comme des titres de dette et par moitié comme des actions, le ratio d'endettement net sur EBITDA est de 2,03 fois.

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015	Variation	Variation
Emprunts obligataires et dettes envers les établissements de crédit	4 358,9	4 582,3	(223,4)	-4,9 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 777,7)	(610,7)	+1 167,0	Ns
Endettement net	2 581,2	3 971,6	(1 390,4)	-35,0 %
Endettement net / EBITDA (IFRS)	1,77 fois	2,69 fois		
Endettement net / EBITDA (agences de notation)	2,03 fois	2,69 fois		

Au 30 juin 2016, le taux d'intérêt moyen pondéré de SES s'établit à 3,78 % (hors frais de montage des prêts et commissions) contre 3,85 % un an plus tôt. L'échéance moyenne pondérée de la dette est de 8,0 ans (30 juin 2015 : 8,5 ans).

Risques relatifs aux activités du groupe et mesures prises pour les réduire

Pour les six mois restants de l'exercice, SES ne prévoit pas de risques supplémentaires par rapport à l'évaluation des risques effectuée pour l'année 2015, qui sont décrits en détail dans le rapport annuel 2015.

Informations relatifs aux parties liées

Référence à la Note 10 – information relatives aux parties liées

Informations complémentaires

Taux de change du dollar

	Taux moyen S1 2016	Taux de clôture au S1 2016	Taux moyen au S1 2015	Taux de clôture au S1 2015
1 EUR = dollar US	1,1106	1,1102	1,1272	1,1189

Segmentation par secteur d'activité

<i>En millions d'euros</i>	Infrastructures	Services	Eliminations/ Autres opérations ¹	Total Groupe
Chiffre d'affaires	809,9	262,3	(115,4)	956,8
EBITDA	677,7	42,6	(20,5)	699,8
Marge d'EBITDA au S1 2016	83,7 %	16,2 %		73,1 %
Marge d'EBITDA au S1 2015(exercice précédent à taux de change constants)	84,6 %	15,2 %		74,2 %

¹ L'élimination du revenu fait principalement référence à l'effet « pull-through » du segment des infrastructures sur celui des services tandis que l'impact sur l'EBITDA correspond aux dépenses d'entreprise non allouées

Évolution trimestrielle du résultat opérationnel (telle que publiée)

<i>En millions d'euros</i>	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016
Taux de change moyen du dollar	1,0981	1,1124	1,0933	1,0898	1,1314
Chiffre d'affaires	521,3	493,5	521,9	481,6	475,2
Charges d'exploitation	(137,4)	(127,0)	(134,2)	(125,4)	(131,6)
EBITDA	383,9	366,5	387,7	356,2	343,6
Dotations aux amortissements sur actifs corporels	(133,0)	(134,2)	(143,0)	(126,4)	(124,6)
Dotations aux amortissements sur actifs incorporels	(16,1)	(15,8)	(16,5)	(15,6)	(15,6)
Résultat opérationnel	234,8	216,5	228,2	214,2	203,4

Évolution trimestrielle du résultat opérationnel (à taux de change constants)

<i>En millions d'euros</i>	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016
Chiffre d'affaires	514,4	489,8	514,1	473,3	475,2
Charges d'exploitation	(135,1)	(126,0)	(131,7)	(123,2)	(131,6)
EBITDA	379,3	363,8	382,4	350,1	343,6
Dotations aux amortissements sur actifs corporels	(130,5)	(133,0)	(139,9)	(123,7)	(124,6)
Dotations aux amortissements sur actifs incorporels	(15,9)	(15,8)	(16,5)	(15,5)	(15,6)
Résultat opérationnel	232,9	215,0	226,0	210,9	203,4

Déclaration de responsabilité

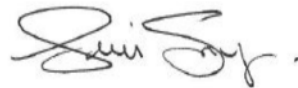
Il est de la responsabilité du Conseil d'administration et de la direction de la société d'assurer le respect des procédures et enregistrements comptables adéquats permettant, à tout moment, une présentation de la situation financière du groupe ne comportant pas d'anomalies significatives. Cette responsabilité couvre également la mise en place d'un système de contrôles internes approprié garantissant un déroulement efficace et transparent des opérations commerciales du groupe.

Conformément à l'article 3 de la loi du 11 janvier 2008 relative à l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, nous déclarons que, à notre connaissance, les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2016, établis conformément à la norme comptable internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union européenne, donnent une image fidèle des actifs et passifs, de la situation financière et du bénéfice de SES, ainsi que de ses filiales incluses dans la consolidation, prise comme un tout.

Par ailleurs, la présentation des informations financières par la direction contient une description fidèle des développements, de la performance et de la position de la société ainsi que de ses filiales incluses dans la consolidation, prise comme un tout, ainsi que des risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, le cas échéant.



Romain Bausch
Président du Conseil d'Administration



Karim Michel Sabbagh
Président et Directeur Général



Rapport d'examen de l'information financière intermédiaire consolidée résumée

Aux actionnaires de
SES S.A.

Introduction

Nous avons procédé à l'examen de l'information financière intermédiaire consolidée résumée ci-jointe de SES S.A., ses filiales et ses entreprises associées (le « Groupe ») au 30 juin 2016 et pour la période de six mois se terminant à cette date, comprenant l'état de la situation financière intermédiaire consolidé résumé au 30 juin 2016, ainsi que le compte de résultat intermédiaire consolidé résumé, les états intermédiaires consolidés résumés du résultat global, des flux de trésorerie et des variations des capitaux propres pour la période de six mois se terminant à cette date, et de l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation de l'information financière intermédiaire consolidée résumée conformément à la norme comptable internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur cette information financière intermédiaire consolidée résumée sur la base de notre examen.

Étendue de notre examen limité

Nous avons effectué notre examen selon la norme internationale relative aux missions d'examen ISRE 2410, « Examen de l'information financière intermédiaire effectué par l'auditeur indépendant de l'entité » telle qu'adoptée par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Un examen de l'information financière intermédiaire consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toutes autres procédures appropriées. Un examen ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes internationales d'audit et ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information financière intermédiaire consolidée résumée ci-jointe n'a pas été préparée, dans tous ses aspects significatifs, conformément à la norme comptable internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, le 28 juillet 2016

Gilles Vanderweyen

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu

Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518

Compte de résultat intermédiaire consolidé résumé

Semestre clos au 30 juin

	2016	2015
<i>En millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires	956,8	999,1
Charges d'exploitation	(257,0)	(259,1)
EBITDA ¹	699,8	740,0
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(251,0)	(259,6)
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(31,2)	(30,5)
Résultat opérationnel	417,6	449,9
Produits financiers	6,9	38,5
Charges financières	(82,5)	(89,3)
Charges financières nettes	(75,6)	(50,8)
Résultat avant impôt	342,0	399,1
Impôt sur le résultat	(59,6)	(59,1)
Quote-part des sociétés mise en équivalence (nette d'impôt)	(54,1)	(63,0)
Résultat net de la période	228,3	277,0
Part attribuable au groupe	227,3	275,4
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1,0	1,6
Résultat par action (en euros)	2016	2015
	Note 9	
Actions de catégorie A	0,55	0,68
Actions de catégorie B	0,22	0,27
Résultat dilué par action (en euros)	2016	2015
	Note 9	
Actions de catégorie A	0,55	0,68
Actions de catégorie B	0,22	0,27

¹ *Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation, amortissement et part des co-entreprises et résultat des sociétés mises en équivalence, après impôts.*

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

État intermédiaire consolidé résumé du résultat global

Semestre clos au 30 juin

	2016	2015
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat net de la période	228,3	277,0
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat		
Réévaluation des engagements au titre des prestations de retraite	(0,1)	(0,9)
Effets d'impôts liés	-	0,3
Réévaluation des engagements au titre des prestations de retraite, après impôts	(0,1)	(0,6)
Impôt relatif aux dépréciations d'actions propres	17,4	-
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	17,3	(0,6)
Éléments qui pourraient être reclassés en résultat à une date ultérieure		
Effets des variations de change	(115,7)	411,4
Effets d'impôts liés	6,1	-
Total des effets des variations de change, après impôts	(109,6)	411,4
Couverture des investissements	37,2	(160,3)
Effets d'impôts liés	(9,9)	48,1
Total de la couverture d'investissements nets, après impôts	27,3	(112,2)
Mouvements nets des opérations de couverture des flux de trésorerie, après impôts	(0,8)	9,0
Effets d'impôts liés	-	(1,5)
Total des mouvements nets des opérations de couverture des flux de trésorerie, après impôt	(0,8)	7,5
Total des éléments qui pourraient être reclassés en résultat à une date ultérieure	(83,1)	306,7
Total des autres éléments du résultat global, après impôt	(65,8)	306,1
Total du résultat global, après impôt	162,5	583,1
Dont :		
Part attribuable au Groupe	162,9	575,0
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,4)	8,1

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

État de la situation financière intermédiaire consolidé résumé

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles		4 477,6	4 464,8
Acomptes versés sur immobilisations corporelles en cours		828,9	894,3
Immobilisations incorporelles		3 513,0	3 587,4
Immobilisations financières et autres actifs non courants		244,5	247,8
Total actifs non courants		9 064,0	9 194,3
Actifs courants			
Stocks		17,1	8,5
Créances clients et autres créances		667,3	782,7
Charges constatées d'avance		41,5	39,0
Instruments dérivés		0,7	1,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 8	1 777,7	639,7
Total actifs courants		2 504,3	1 471,5
Total des actifs		11 568,3	10 665,8
Capitaux propres			
Part attribuable au Groupe		5 192,6	3 932,5
Participations ne donnant pas le contrôle		138,2	128,3
Total des capitaux propres		5 330,8	4 060,8
Passifs non courants			
Emprunts		4 105,4	4 177,9
Provisions		43,3	62,7
Produits constatés et perçus d'avance		346,2	383,3
Impôts différés passifs		635,7	655,9
Autres passifs à long terme		45,3	75,9
Total passifs non courants		5 175,9	5 355,7
Passifs courants			
Emprunts		253,5	253,8
Provisions		28,3	10,8
Produits constatés et perçus d'avance		396,9	450,7
Fournisseurs et autres dettes		362,4	524,0
Impôt sur le résultat exigible		20,5	10,0
Total passifs courants		1 061,6	1 249,3
Total des passifs		6 237,5	6 605,0
Total des passifs et capitaux propres		11 568,3	10 665,8

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Tableau résumé intermédiaire des flux de trésorerie consolidés

Semestre clos au 30 juin

	2016	2015
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat avant impôt	342,0	399,1
Impôts acquittés pendant la période	(52,7)	(25,0)
Autres éléments non monétaires	329,5	348,6
Résultat opérationnel consolidé ajusté des éléments non monétaires et des impôts payés et avant variation du besoin en fonds de roulement	618,8	722,7
Variation du besoin en fonds de roulement	(52,0)	61,7
Flux de trésorerie opérationnels nets	566,8	784,4
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(12,2)	(28,8)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(252,5)	(219,7)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	0,1	-
Acquisition de participations dans des sociétés mises en équivalence	(22,2)	-
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement	(286,8)	(248,5)
Flux de trésorerie disponibles avant activités de financement¹	280,0	535,9
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produits des emprunts	124,4	-
Remboursement des emprunts	(163,8)	(68,4)
Produit de l'émission d'obligations perpétuelles, net des frais de transaction	733,5	-
Intérêts sur emprunts	(108,1)	(114,7)
Dividendes versés sur les actions ordinaires ²	(527,5)	(434,1)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales	(3,6)	(2,8)
Apport en capital des intérêts minoritaires	12,5	39,3
Produit de l'émission d'actions, net des frais de transaction ³	885,5	218,7
Paieement pour acquisition actions propres	(172,1)	(164,2)
Produit de cession d'actions propres et exercice de stock-options	63,6	79,7
Autres activités de financement	-	(6,1)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités de financement	844,4	(452,6)
Flux de trésorerie disponibles après activités de financement⁴	1 124,4	83,3
Effets des variations de change	13,6	2,9
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 138,0	86,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	639,7	524,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	1 777,7	610,7

¹ Les flux de trésorerie disponibles avant activités de financement sont calculés en ajoutant les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles aux flux de trésorerie nets absorbés par les activités d'investissement.

² Les dividendes s'entendent nets des dividendes perçus au titre des actions propres, soit 8,6 millions d'euros (2015 : 0,8 million d'euros).

³ Émission d'actions nette de l'apport en nature de 13,6 millions d'euros (voir Note 8).

⁴ Les flux de trésorerie disponibles après activités de financement sont calculés en ajoutant les flux de trésorerie disponibles avant activités de financement aux flux de trésorerie nets absorbés par les activités de financement.

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

État des variations des capitaux propres consolidés

Semestre clos au 30 juin 2016

<i>En millions d'euros</i>	Part attribuable au Groupe										
	Capital souscrit	Prime d'émission	Actions propres	Obligations perpétuelles	Autres réserves	Résultats reportés	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2016	644,3	814,4	(95,1)	-	2 033,8	546,4	1,6	(12,9)	3 932,5	128,3	4 060,8
Résultat de la période	-	-	-	-	-	227,3	-	-	227,3	1,0	228,3
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	17,3	-	(0,8)	(80,9)	(64,4)	(1,4)	(65,8)
Résultat global de la période	-	-	-	-	17,3	227,3	(0,8)	(80,9)	162,9	(0,4)	162,5
Affectation du résultat de l'exercice 2015	-	-	-	-	18,9	(18,9)	-	-	-	-	-
Augmentation de capital, nette des frais de transaction	74,7	821,8	-	-	-	-	-	-	896,5	-	896,5
Émission d'obligations perpétuelles, nette des frais de transaction	-	-	-	750,0	(16,5)	-	-	-	733,5	-	733,5
Dividendes déclarés/ versés (nets des dividendes reçus sur actions propres)	-	-	-	-	-	(527,5)	-	-	(527,5)	(3,6)	(531,1)
Acquisition d'actions propres	-	-	(185,6)	-	112,8	-	-	-	(72,8)	-	(72,8)
Charge liée aux rémunérations en actions	-	-	-	-	4,3	-	-	-	4,3	-	4,3
Exercice des options dans le cadre des rémunérations en actions	-	-	10,7	-	(26,0)	-	-	-	(15,3)	-	(15,3)
Cession d'actions propres	-	-	79,3	-	-	-	-	-	79,3	-	79,3
Apport en capital des intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,5	12,5
Autres variations	-	-	-	-	(0,8)	-	-	-	(0,8)	1,4	0,6
Au 30 juin 2016	719,0	1 636,2	(190,7)	750,0	2 143,8	227,3	0,8	(93,8)	5 192,6	138,2	5 330,8

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

État des variations des capitaux propres consolidés

Semestre clos au 30 juin 2015

En millions d'euros	Part attribuable au Groupe								Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital souscrit	Prime d'émission	Actions propres	Autres réserves	Résultats reportés	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Total		
Au 1er janvier 2015	633,0	593,5	(32,8)	2 034,4	600,8	-	(424,2)	3 404,7	84,9	3 489,6
Résultat de la période	-	-	-	-	275,4	-	-	275,4	1,6	277,0
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(0,6)	-	7,5	292,7	299,6	6,5	306,1
Résultat global de la période	-	-	-	(0,6)	275,4	7,5	292,7	575,0	8,1	583,1
Affectation du résultat de l'exercice 2014	-	-	-	123,7	(123,7)	-	-	-	-	-
Dividendes versés (nets des dividendes reçus sur actions propres)	-	-	-	-	(477,1)	-	-	(477,1)	(2,9)	(480,0)
Augmentation de capital	11,3	220,9	-	(112,8)	-	-	-	119,4	-	119,4
Acquisition d'actions propres	-	-	(165,0)	-	-	-	-	(165,0)	-	(165,0)
Charge liée aux rémunérations en actions	-	-	-	4,8	-	-	-	4,8	-	4,8
Exercice des options dans le cadre des rémunérations en actions	-	-	91,7	(20,6)	-	-	-	71,1	-	71,1
Apport en capital des intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	39,3	39,3
Autres variations	-	-	-	5,2	-	-	(1,6)	3,6	-	3,6
Au 30 juin 2015	644,3	814,4	(106,1)	2 034,1	275,4	7,5	(133,1)	3 536,5	129,4	3 665,9

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Notes jointes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés

(en millions d'euros, sauf indication contraire)

Note 1 - Informations relatives à la société

SES S.A. (la « société ») a été constituée le 16 mars 2001 sous forme de société anonyme de droit luxembourgeois. Les références faites au « Groupe » dans les notes ci-après visent la société, ses filiales et sociétés mises en équivalence. SES est cotée sous le symbole « SESG » à la Bourse de Luxembourg et sur Euronext Paris.

La publication des états financiers intermédiaires consolidés résumés de SES S.A. au 30 juin 2016 et pour le semestre clos à cette date a été autorisée par décision du Conseil d'administration en date du 28 juillet 2016. Les présents états financiers intermédiaires consolidés résumés ont été examinés, mais non audités.

Note 2 - Résumé des méthodes comptables

Principes de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2016 et pour le semestre clos à cette date ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire telle qu'adoptée par l'Union européenne. Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne comprennent pas toutes les informations requises dans les états financiers consolidés annuels et s'entendent en référence aux états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2015 et pour l'exercice clos à cette date. Le montant des impôts à payer au titre du semestre est calculé sur la base du taux d'imposition qui s'appliquerait à l'ensemble du résultat attendu pour l'exercice.

Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans la préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés sont conformes à celles appliquées dans la préparation des états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2015 et pour l'exercice clos à cette date.

Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées

Un certain nombre de nouvelles normes et modifications apportées aux normes et interprétations sont pertinentes pour le Groupe et s'y appliqueront pour les exercices commençant après le 1^{er} janvier 2016. Elles n'ont pas été adoptées par anticipation pour les présents états financiers intermédiaires consolidés résumés :

IFRS 16 Contrats de location

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location » qui remplace la norme éponyme IAS 17. La nouvelle norme précise la manière de comptabiliser, d'évaluer, de présenter les contrats de location et de fournir des informations à leur sujet. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est égale ou inférieure à 12 mois ou si l'actif sous-jacent a une faible valeur. Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise si la norme IFRS 15 a aussi été appliquée. La norme IFRS 16 n'a pas encore été adoptée par l'Union européenne. Le Groupe est en train d'évaluer les effets de cette norme.

IAS 12 Impôts sur le résultat - Amendements

Le 19 janvier 2016, l'IASB a publié des amendements à IAS 12 « Impôt sur le résultat ». Ces amendements visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'impôts différés relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur, ainsi que la manière de comptabiliser les actifs d'impôts différés au titre des pertes latentes. Ces amendements sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 ; une application anticipée est autorisée. Le Groupe est toujours en train d'évaluer les effets de l'adoption de cette nouvelle norme.

Dans le cadre de son projet d'amélioration annuel, l'IASB a légèrement modifié certaines normes. Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers - Initiative Informations à fournir » précisent qu'il pourrait être nécessaire de dissocier certains postes spécifiés dans la norme IAS 1, paragraphes 54 (état de la situation financière) et 82 (profits ou pertes). Les améliorations annuelles apportées en 2014 concernent les points sur lesquels une clarification des termes utilisés était jugée nécessaire pour les normes suivantes : IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », IAS 19 « Avantages du personnel » et IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces modifications prennent effet au 1^{er} janvier 2016. Selon le Groupe, elles ne devraient pas avoir de conséquences significatives pour ses états financiers consolidés. Aucune autre norme IFRS ou interprétation IFRIC non encore effective ne devrait avoir un effet notable pour le Groupe.

Note 3 - Estimations

La préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés exige de la direction de formuler des appréciations, de procéder à des estimations et d'utiliser des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur les montants publiés au titre des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires consolidés résumés, les appréciations significatives formulées par la direction au moment d'appliquer les méthodes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes des estimations étaient les mêmes que celles des états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Note 4 - Gestion de la juste valeur des instruments financiers

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne comprennent pas toutes les informations relatives à la gestion de la juste valeur et aux informations à fournir dans les états financiers consolidés annuels et s'entendent en référence aux états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2015.

Le Groupe applique les niveaux de hiérarchie suivants pour déterminer la juste valeur des instruments financiers selon la technique d'évaluation utilisée :

- 1) Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (Niveau 1) ;
- 2) Autres techniques pour lesquelles toutes les données d'entrée ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée sont directement ou indirectement observables (Niveau 2) ;
- 3) Techniques utilisant des données d'entrée ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée, qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (Niveau 3).

La juste valeur des investissements activement négociés sur des marchés financiers organisés est déterminée par référence au cours acheteur sur le marché en clôture de séance le jour de l'arrêt des comptes. Concernant les investissements pour lesquels il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est déterminée par application de techniques de valorisation. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes effectuées sur le marché dans des conditions de concurrence normale ; la référence à la valeur de marché actuelle d'un autre instrument identique en substance ; l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée par référence aux taux actuels de change à terme applicables à des contrats ayant des profils d'échéances similaires.

Le Groupe a désigné une couverture de juste valeur au titre de l'exposition aux variations de change liées aux opérations de regroupement prévues et hautement probables (acquisition d'O3b et de RR Media) ainsi que du remboursement de la dette existante d'O3b. L'élément de couverture consiste en des dépôts à court terme libellés en dollars des États-Unis. La variation de juste valeur des dépôts compensera les gains/pertes de change sur les paiements futurs de SES liés aux opérations prévues et hautement probables, libellés en monnaie étrangère.

Le montant total des paiements en espèces prévus et couverts s'élève à 1 345 millions de dollars. La variation de juste valeur des transactions prévues au 30 juin 2016 s'élève à 18,3 millions d'euros, entraînant la constatation d'un passif dans les dettes fournisseurs et autres dettes des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Le tableau ci-dessous présente les actifs et passifs financiers du Groupe, qui sont évalués à la juste valeur au 30 juin 2016.

Au 30 juin 2016

<i>Actifs (en millions d'euros)</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture				
Contrats de change à terme	-	0,7	-	0,7
Total	-	0,7	-	0,7
Passifs (en millions d'euros)				
Couverture de juste valeur (transactions prévues)	-	-	18,3	18,3
Total	-	-	18,3	18,3

Au 31 décembre 2015

<i>Actifs (en millions d'euros)</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture				
Contrats de change à terme	-	1,6	-	1,6
Total	-	1,6	-	1,6

Une variation du taux de défaillance de +/- 5 % n'aurait qu'un impact marginal sur le compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente une analyse des instruments financiers dérivés par catégorie :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016		31 décembre 2015	
	Juste valeur - actifs	Juste valeur - passifs	Juste valeur - actifs	Juste valeur - passifs
Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture :	0,7	-	1,6	-
Contrats de change à terme	0,7	-	1,6	-
Valorisation totale des instruments financiers dérivés	0,7	-	1,6	-
Dont : non courants	-	-	-	-
Dont : courants	0,7	-	1,6	-

Note 5 - Secteurs opérationnels

Pour analyser la performance du segment opérationnel, les chiffres comparables de l'exercice antérieur ont été remaniés en utilisant, pour toutes les devises, le taux de change pratiqué pour chaque mois de la période en cours. Ces chiffres retraités de l'exercice précédent sont accompagnés d'une note indiquant « à taux de change constants ». Les résultats financiers du semestre clos au 30 juin 2016 pour le segment opérationnel des satellites et les chiffres comparables de l'exercice précédent, à taux de change constants, sont indiqués ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	2016	2015 à taux de change constants	Semestre clos le 30 juin 2015
Chiffre d'affaires	956,8	1,005,2	999,1
Charges d'exploitation	(257,0)	(259,0)	(259,1)
EBITDA ¹	699,8	746,2	740,0
Marge brute d'exploitation (%)	73,1 %	74,2 %	74,1 %
Dotations aux amortissements sur	(282,2)	(292,6)	(290,1)
Résultat opérationnel	417,6	453,6	449,9

¹ *Earnings before interest, tax, depreciation, amortisation and share of associates' result* (Excédent brut d'exploitation avant frais financiers, impôt, amortissements et quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence) net d'impôt

Note 6 - Participations dans des entreprises associées

Au 30 juin 2016, SES détenait une participation de 42,64 % dans le capital d'O3b Networks Limited (« O3b ») (31 décembre 2015 : 42,65 %). SES détenait également des warrants sans droits de vote et sans droits économiques, mais qui étaient convertibles à tout moment en actions de l'entreprise associée, soit une participation entièrement diluée de 49,1 % dans le capital d'O3b au 30 juin 2016 (31 décembre 2015 : 49,1 %).

La valeur comptable de la participation dans O3b Networks a diminué ; elle est passée de 73,3 millions d'euros au 31 décembre 2015 à 19,9 millions d'euros au 30 juin 2016, reflétant la quote-part du Groupe dans les pertes enregistrées sur la période, soit 54,1 millions d'euros, ainsi que l'augmentation de l'apport en capital, intervenue en mars 2016, à hauteur de 0,7 million d'euros. Voir Note 11.

Note 7 - Dividendes déclarés et payés au cours de la période

<i>En millions d'euros</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2016²	2015 ¹
Dividende par action de catégorie A (2015 : 1,30 euro, 2014 : 1.18 euro)	398,6	355,2
Dividende par action de catégorie B (2015 : 0,52 euro, 2014 : 0,47 euro)	89,3	79,7
Total des dividendes déclarés au cours de la période	487,9	434,9

¹ Net des retenues à la source pour un montant de 44,0 millions d'euros, versé en juillet 2015

² Net des retenues à la source pour un montant de 48,0 millions d'euros, versé en avril 2016

Note 8 - Capitaux propres

Augmentation du capital

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 7 avril 2016, a approuvé l'augmentation du capital social autorisé à hauteur de 61 848 000 actions (41 232 000 actions de catégorie A et 20 616 000 actions de catégorie B).

Le 26 mai 2016, SES a lancé une augmentation de capital, qui s'est soldée par un apport de 908,8 millions d'euros, réparti comme suit : 757,3 millions d'euros (actionnaires de catégorie A), représentant 39 857 600 actions au prix de 19,0 euros et 151,5 millions d'euros (actionnaires de catégorie B), représentant 19 928 800 actions au prix de 7,6 euros. Les actionnaires de catégorie B ont procédé à un apport principalement en numéraire (137,9 millions d'euros). L'État du Luxembourg a, pour sa part, décidé d'apporter 13,6 millions d'euros sous forme de certificats de dépôt fiduciaire (FDR).

À l'issue de cette émission d'actions, le capital souscrit de SES s'élève à 719,0 millions d'euros ; il se répartit de la manière suivante : 383 457 600 actions de catégorie A et 191 728 800 actions de catégorie B :

	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Total
Actions émises au 31 décembre 2015	343 600 000	171 800 000	515 400 000
Actions émises au cours de la période	39 857 600	19 928,800	59 786 400
Actions émises au 30 juin 2016	383 457 600	191 728 800	575 186 400

Les coûts de transaction liés à l'augmentation de capital s'élèvent à 12,3 millions d'euros (dont 9,7 millions d'euros ont été versés au cours de la période) et sont comptabilisés en déduction des primes d'émission.

Au 30 juin 2016, le Groupe détenait 6 760 810 certificats de dépôt fiduciaire ou FDR (Décembre 2015 : 3 144 730) liés à des programmes de rémunération des salariés fondés sur des actions.

Obligations perpétuelles

Le 3 juin 2016, SES a émis pour 750 000 000 d'euros de titres super-subordonnés à taux fixe révisable (les « obligations perpétuelles » ou les « titres ») assortis d'un coupon de 4,625 %, au prix de 99,666 et offrant un rendement de 4,7 %. Les coûts de transaction liés à cette opération s'élèvent à 16,5 millions d'euros et ont été déduits des « Autres réserves ».

Les obligations perpétuelles sont garanties sur une base subordonnée par SES Global Americas Holdings GP. SES entend affecter le produit net de l'émission au remboursement partiel de la dette existante d'O3b, au remboursement de certaines dettes du Groupe, ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise.

SES est habilitée à rembourser les titres le 2 janvier 2022 et aux dates de paiement ultérieures du coupon. Comme la Société n'est nullement dans l'obligation de racheter les Titres et que le paiement du coupon est discrétionnaire, elle comptabilise le produit net de l'émission des Titres (733,5 millions d'euros, net des frais de transaction) en fonds propres.

Rachat d'actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, SES a, le 29 mai 2015, conclu un contrat à terme avec une institution financière portant sur l'achat de 6 000 000 de certificats de dépôts à terme (FDR). Le contrat à terme a été conclu par SES pour permettre la remise de FDR aux salariés sur exercice des options d'achat en circulation émises par SES.

Le contrat à terme fixe les conditions d'achat des FDR, notamment le prix devant être acquitté à ce titre par SES auprès de l'institution financière, ainsi que les échéances du contrat à terme. Conformément au contrat à terme, SES a acheté 2 500 000 FDR le 10 juin 2015. Au 31 décembre 2015, un passif de 112,8 millions d'euros a été comptabilisé correspondant à l'achat de 3 500 000 FDR.

SES a acheté, les 14 janvier et 7 avril 2016, les FDR restants, soit 1 500 000 et 2 000 000, respectivement, entraînant le règlement d'un passif de 112,8 millions d'euros.

Note 9 - Résultat par action pour l'ensemble des activités

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net total de la période attribuable aux titulaires d'actions ordinaires, ajusté en fonction des droits économiques de chaque catégorie d'actions, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Les dividendes versés pour une action de catégorie B correspondent à 40 % des dividendes alloués à une action de catégorie A.

Pour le semestre clos au 30 juin 2016, la part du résultat net total revenant à chaque catégorie d'actions et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont indiqués au tableau ci-après.

	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Total
Part du résultat net revenant aux détenteurs d'actions ordinaires (en millions d'euros)	188,9	38,4	227,3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période	345,5	175,7	521,2
Bénéfice par action avant dilution sur la période (en euros)	0,55	0,22	-

Le calcul correspondant pour le semestre clos au 30 juin 2015 s'établit comme suit :

	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Total
Part du résultat net revenant aux détenteurs d'actions ordinaires (en millions d'euros)	229,3	46,1	275,4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période	337,5	169,3	506,8
Bénéfice par action avant dilution sur la période (en euros)	0,68	0,27	-

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période indiquée ci-dessus ne tient pas compte des actions propres détenues par le Groupe.

Note 10 - Opérations avec les parties liées

Le 20 janvier 2016, l'État du Luxembourg et SES ont augmenté à hauteur de 12,5 millions d'euros chacun l'apport au capital de leur co-entreprise LuxGovSat S.A..

Aucune autre opération avec des parties liées ayant un impact significatif sur la situation financière ou sur la performance du Groupe n'a eu lieu au cours du semestre clos le 30 juin 2016 (voir également la Note 6) en dehors de l'augmentation de capital objet de la Note 8.

Note 11 - Evénements postérieurs à la date d'arrêté du bilan

Acquisition d'O3b Networks Limited (« O3b »)

Ayant reçu toutes les approbations réglementaires nécessaires, le Groupe a, le 1^{er} juillet 2016, exercé son option d'achat et proposé d'acquérir les actions et bons de souscription restants d'O3b Networks. SES versera 722,3 millions de dollars pour augmenter directement sa participation entièrement diluée dans O3b de 49,1 % à 100 %, en utilisant le produit de la récente levée de fonds réalisée par la société.

Les autres actionnaires ont décidé d'accepter l'offre de SES ; les détenteurs de bons de souscription n'ayant pas déposé leurs parts seront payés et la transaction devrait être finalisée courant août 2016. SES table sur la consolidation intégrale des résultats financiers d'O3b une fois que la transaction aura été finalisée.

Acquisition de RR Media Inc.

Le 6 juillet 2016, SES a finalisé l'acquisition de RR Media Inc., société de services médias numériques enregistrée en Israël. SES a fait l'acquisition de RR Media au prix de 13,291 USD par action, soit une valeur d'entreprise de 242,2 millions de dollars.

La comptabilisation initiale de l'opération n'est pas achevée à la date de publication autorisée des états financiers.

SES consolidera les résultats financiers de RR Media Inc. à compter de la date d'exécution de la transaction.

SES, Société Anonyme
Château de Betzdorf
L-6815 Luxembourg
Registre de Commerce
RCS Luxembourg B 81.267
Tél. : +352 710 7251
Fax : +352 710 725 309
www.ses.com